



Alertes et Mises à Jour Réglementaires

Alerte Réglementaire: MEXIQUE – Manifestation de valeur électronique (eMV).

9 novembre 2025

1.- Contexte

À compter du 9 décembre 2025, les Importateurs en titre doivent déposer la Manifestation de valeur électronique (eMV) via le Guichet Unique du Commerce Extérieur (Ventanilla Única de Comercio Exterior, VUCEM), accompagnée de la documentation justificative, en utilisant leurs signatures électroniques respectives. Les commissionnaires en douane utiliseront ensuite les eMV pour déposer les documents d'entrée formels (« pedimentos ») pour les importations formelles.

Les Manifestations de valeur électroniques (eMV) ne sont pas requises pour les envois express d'une valeur inférieure à 2 \$500 américains et dédouanés au moyen de pedimentos simplifiés, globaux, de type T1, ou de documents d'entrée.

2.- Ce qui change

À compter du 9 décembre 2025:

- a. Le Manifestation de valeur papier (MV), signé manuscritement par les Importateurs en titre pour certaines importations formelles, sera remplacé par la Manifestation de valeur électronique (eMV) déposée par les Importateurs en titre dans le VUCEM, en utilisant leurs propres signatures électroniques (« e.firma »).
- b. À cette fin, FedEx fournira aux clients Importateurs en titre qui en font la demande des e-documents attestant le coût du fret ou du transport de leurs envois jusqu'au point et au moment d'entrée sur le territoire mexicain, afin que les clients Importateurs en titre puissent les utiliser pour déposer leurs eMV respectives.
- c. Les e-documents seront fournis aux clients Importateurs en titre qui en font la demande par le personnel du gateway selon la procédure habituelle, généralement par e-mail. En cas de changement, il sera communiqué aux clients au cas par cas, par gateway.

3.- Foire aux questions

Q 1 – Pouvez-vous expliquer en quoi consiste cette nouvelle réglementation?

R1 - Il ne s'agit pas d'une nouvelle réglementation, mais seulement d'un changement dans la manière de se conformer à la réglementation existante. Le Mexique adhère à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui normalise les méthodes de détermination de la valeur des marchandises importées pour les droits de douane. Il s'agit de l'accord international contraignant qui établit une méthode principale fondée sur la « valeur transactionnelle » (le prix payé ou à payer pour les marchandises) et prévoit une hiérarchie de méthodes alternatives si la valeur transactionnelle ne peut pas être utilisée.

Outre le coût des marchandises, la « valeur transactionnelle » comprend des éléments d'ajustement positifs et négatifs, dont l'un est le coût du fret ou du transport jusqu'au point et au moment d'entrée sur le territoire mexicain. Les éléments positifs sont donc inclus dans la base utilisée pour calculer les droits et taxes à l'importation, également appelée "Valeur en douane".

En vertu des lois et règlements en vigueur régissant le commerce extérieur, la Valeur en douane est calculée et déclarée par l'Importateur en titre et fournie au commissionnaire en douane pour le dédouanement. Il incombe à l'Importateur en titre de déterminer la valeur correcte des marchandises importées. Jusqu'à présent, la valeur déclarée est définie dans un document papier, connu sous le nom de Manifestation de valeur (MV), signé par l'Importateur, qui reste dans les dossiers des commissionnaires en douane. À compter du 9 décembre, le MV manuel sera remplacé par un dépôt électronique effectué par l'Importateur en titre.

Q2 - Quand les changements entreront-ils en vigueur?

R2 – es Importateurs en titre peuvent déjà, à titre optionnel, déposer la Manifestation de valeur sous forme électronique. Le processus devrait devenir obligatoire le 9 décembre 2025.

Q3 – Comment les Importateurs en titre sauront-ils si l'eMV a été déposée avec succès dans le Guichet Unique (VUCEM)?

R3 – Le VUCEM fournira un accusé électronique (« accuse ») lorsque le processus aura été mené à bien.

Q4 – comment les Importateurs en titre fourniront-ils les eMV déposées avec succès à leurs commissionnaires en douane désignés?

R4 – Dans le cadre du processus de dépôt, les Importateurs en titre doivent enregistrer le RFC de leurs commissionnaires en douane désignés comme autorisés à consulter l'eMV finalisée à l'aide de l'option « RFC de Consulta » lors de la complétion de l'eMV. Cela permettra aux commissionnaires de consulter l'eMV et de la télécharger comme e-document pour finaliser le document d'entrée et le soumettre pour dédouanement.

À titre alternatif, l'Importateur en titre peut fournir directement au commissionnaire en douane l'e-document téléchargé depuis le VUCEM.

Q5 – es envois express sont-ils concernés par ce changement?

R5 – Il n'est pas nécessaire que les destinataires remplissent une Manifestation de valeur électronique (eMV) pour le traitement des envois express normalement dédouanés par FedEx au moyen d'un formulaire d'entrée simplifié et consolidé (pedimento de type T1). Cela couvre la plupart des envois de commerce électronique et des envois personnels de faible valeur livrés porte à porte par FedEx.

Q6 – Y a-t-il d'autres amendements ou modifications au mode de dédouanement simplifié en cours?

R6 – À ce stade, aucun autre amendement lié, prorogation ou ajustement n'est attendu.

4.- Date d'entrée en vigueur : 9 décembre 2025

5.- Références:

- Article 56, Fraction I de la Loi douanière mexicaine

ARTICULO 56. Las cuotas, bases gravables, tipos de cambio de moneda, cuotas compensatorias, demás regulaciones y restricciones no arancelarias, precios estimados y prohibiciones aplicables, serán los que rijan en las siguientes fechas:

- I. En importación temporal o definitiva; depósito fiscal; y elaboración, transformación o reparación en recinto fiscalizado:
 - a)
 - b) En la que las mercancías crucen la línea divisoria internacional.**
 - c) La de arribo de la aeronave que las transporte, al primer aeropuerto nacional.**
 - d)

- Article 81 du Règlement de la Loi douanière mexicaine

ARTÍCULO 81. Para efectos de lo dispuesto en el artículo 59, fracción III, primer párrafo de la Ley, los elementos que el importador deberá proporcionar anexo a la manifestación de valor son los siguientes documentos:

- I. Factura comercial;
- II. El conocimiento de embarque, lista de empaque, guía aérea o demás documentos de transporte;
- III. El que compruebe el origen cuando corresponda, y de la procedencia de las Mercancías;
- IV. En el que conste la garantía a que se refiere el inciso e), fracción I del artículo 36-A de la Ley
- V. En el que conste el pago de las Mercancías, tales como la transferencia electrónica del pago o carta de crédito;
- VI. El relativo a los gastos de transporte, seguros y gastos conexos que correspondan a la operación de que se trate;**
- VII. Contratos relacionados con la transacción de la Mercancía objeto de la operación;
- VIII. Los que soporten los conceptos incrementables a que se refiere el artículo 65 de la Ley, y
- IX. Cualquier otra información y documentación necesaria para la determinación de valor en aduana de la Mercancía de que se trate.

- Règle générale 1.5.1. des Règles générales régissant le commerce extérieur (Reglas Generales de Comercio Exterior pour 2025)

1.5.1. Para los efectos de los artículos 59, fracción III y 162, fracción VII, tercer párrafo de la Ley y 68, fracción IV, 81 y 220 del Reglamento, **quienes introduzcan mercancías a territorio nacional, deberán proporcionar a la autoridad aduanera la manifestación de valor**, de conformidad con lo siguiente:

- I. Transmitir a través de la Ventanilla Digital, el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, con la información y documentación correspondiente, por cada operación de comercio exterior.
- II. El importador podrá señalar la clave en el RFC de las personas, agente aduanal o agencia aduanal, que podrán consultar y, en su caso, descargar el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos.
- III. Declarar en el pedimento el e-document que corresponda.
- IV. El formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos deberán conservarse por el importador en documento digital, por el plazo que señala el artículo 30 del CFF.

En caso de no haber señalado al agente aduanal o agencia aduanal como persona autorizada para consultar y, en su caso, descargar el formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, este deberá entregarse en documento digital al

agente aduanal que hubiera realizado el despacho aduanero de la operación de comercio exterior.

- V.** Cuando la información declarada o la documentación anexa al formato E2 “Manifestación de Valor”, contenido en el Anexo 1, hubiera sido incompleta o con datos inexactos, deberá generarse un nuevo formato en la Ventanilla Digital, al cual adicionalmente se le deberá adjuntar el formato electrónico D9 “Formulario múltiple de pago para comercio exterior”, contenido en el Anexo 1, con el pago de la multa establecida en el artículo 185, fracción II de la Ley.

En caso de afectar el valor declarado en el pedimento, este deberá ser rectificado de conformidad con la regla 6.1.1., cuando proceda.

- VI.** No procederá lo señalado en la fracción V de la presente regla en los siguientes casos:

- a)** Cuando el mecanismo de selección automatizado determine la práctica del reconocimiento aduanero, únicamente procederá hasta que este hubiera concluido.
- b)** Durante el ejercicio de las facultades de comprobación, salvo en aquellos casos donde el contribuyente proceda a corregir su situación fiscal o aduanera.

- VII.** No será necesario elaborar ni transmitir el formato E2 “Manifestación de valor”, contenido en el Anexo 1 y sus anexos a través de la Ventanilla Digital, en los siguientes casos:

- a)** Cuando se importe mercancía que hubiera sido exportada en forma definitiva, que no hubiera sido retornada al territorio nacional dentro del plazo a que se refiere el artículo 103 de la Ley, pudiendo declarar como valor en aduana el valor comercial manifestado en el pedimento de exportación.
- b)** Se retornen al país sin el pago del IGI mercancías nacionales o nacionalizadas exportadas en definitiva siempre que no hayan sido objeto de modificaciones en el extranjero, ni haya transcurrido más de un año desde su salida del territorio nacional, de conformidad con el artículo 103 de la Ley.
- c)** Se retornen a territorio nacional mercancías exportadas temporalmente al amparo del artículo 116, fracciones I, II y III de la Ley.
- d)** Se trate de las importaciones temporales señaladas en el artículo 106, fracciones II, inciso a) o IV, inciso b) de la Ley.

Ley 59, 59-A, 59-B, 64, 103, 106, 116, 162, 185, CFF 30, Reglamento 68, 81, 220, RGCE 4.5.30., 6.1.1., Anexo 1